

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Erdogan échoue à entraîner l'Otan dans une guerre contre la Syrie

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 8 OCTOBRE 2012

ENGLISH



## Tendance générale

### **E**rdogan échoue à entraîner l'Otan dans une guerre contre la Syrie

Par Ghaleb Kandil

L'incident frontalier syro-turc a occupé le devant de la scène ces derniers jours et inquiété les grandes capitales. Après avoir battu les tambours de la guerre, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan a fait marche arrière et a atténué ses propos, assurant que la Turquie ne souhaite pas la guerre avec la Syrie.

En dépit du fait que l'origine de l'obus qui s'est abattu sur le village turc d'Akçakale n'a pas été déterminé avec précision, Ankara a haussé le ton et proféré des menaces dès les premiers instants. Cette escalade turque a coïncidé avec la multiplication des indices

sur l'échec des dernières attaques d'envergure des miliciens à Alep, dans lesquelles les dirigeants turcs avaient placé de grands espoirs pour asséner un coup décisif à l'Etat syrien. Mais les réalités sur le terrain ont montré que l'armée syrienne a repris l'initiative sur tous les fronts et se prépare à écraser les rebelles dans plus d'une région.

Les attentats terroristes meurtriers d'Alep ont constitué une réaction désespérée. Les experts soulignent, en effet, que ces attaques ne s'inscrivaient pas dans le cadre d'un plan militaire détaillé, ayant une fonction précise. Les informations et les témoignages indiquent que les miliciens sont fatigués, désorganisés, sans chaîne de commandement. Ils ont le moral au plus bas, manquent de munitions, et leurs lignes de ravitaillement sont devenues de véritables routes de la mort, constamment pilonnées par l'armée syrienne.

Les menaces de la Turquie avaient pour but de remonter le moral des rebelles, exténués et désemparés. Mais cela ne servira pas à grand chose car le peuple syrien, rassemblé autour de son commandement et de son armée, semble plus déterminé que jamais à faire face au complot visant à détruire le pays. Même certains comités de coordination, qui dirigeaient le mouvement de contestation depuis le début du déclenchement des événements, appellent à rendre les armes et à adopter des moyens de lutte pacifique.

Les tentatives d'Erdogan d'entraîner l'Otan dans la guerre pour lancer l'invasion de la Syrie ont échoué. Comme cela s'est produit lors de la destruction d'un avion de combat turc par la DCA syrienne, le communiqué de l'Alliance atlantique appelle à un règlement calme de la crise et invite les deux protagonistes à faire preuve de retenue. Et comble de la déception pour Erdogan, le Conseil de sécurité des Nations unies a été contraint de condamner les attentats terroristes de la place Saadallah Jabiri à Alep.

Après ses déconvenues, le Premier ministre turc regarde avec suspicion certains pays européens qui ont décidé de rouvrir leurs représentations diplomatiques à Damas. Il sait qu'en cas de défaite, les Occidentaux essaient de sauver ce qui peut l'être et de limiter les dégâts, sans se soucier de ceux qu'ils ont poussé dans ce borbier. Erdogan ressent avec amertume le goût de la déception

dans les débats internes, sur le coût exorbitant de l'implication de la Turquie dans le complot contre la Syrie.

Au vu des hésitations turques, la Syrie a annoncé être prête à faire face à toute agression contre sa souveraineté nationale. Et l'ambassadeur syrien à l'Onu, Bachar al-Jaafari, a affirmé que la Syrie ne s'est pas excusée et ne s'excusera pas auprès de la Turquie pour l'incident d'Akçakal. Damas, a-t-il dit, a présenté ses sincères condoléances au peuple turc et a ouvert une enquête pour faire la lumière sur cette affaire.

Les tiraillements, les pressions et les incidents à la frontière syro-turque pourraient durer longtemps. Erdogan pourrait être tenté de mener une agression contre la Syrie, Mais le prix qu'il paiera sera lourd, à un moment où ses mentors occidentaux et atlantistes cherchent les moyens de sortir du marécage dans lesquels les politiques illusoires les plus précipité.

## Déclarations et prises de positions

**Michel Sleiman**, président de la République libanaise

*« La Syrie n'a pas pour but de semer la confusion au Liban ; elle arrive à peine à résoudre ses problèmes. Pour empêcher les retombées de la crise syrienne au Liban, il nous faut rester neutre. Comme nous ne permettons pas que le Liban soit un centre pour diriger des opérations en Syrie, les forces syriennes ne doivent plus envoyer d'armes au Liban et s'infiltrer à l'intérieur de nos frontières. »*

**Nabih Berry**, président du Parlement libanais

*« Le 14-Mars traite avec le président et le dialogue national d'une manière insultante, il est inacceptable qu'ils décident seulement quelques jours à l'avance de leur participation au dialogue national. Je refuserais qu'ils envoient un représentant au dialogue national, il est inacceptable que ce dialogue soit l'otage du bon vouloir du 14-Mars. »*

**Ramadan Abdallah Challah**, secrétaire général du Jihad islamique en Palestine

*« Ce qui se passe en Syrie fait saigner le cœur, mais quiconque observe cette effusion de sang se rend compte que la voie militaire est fermée, dans quelque direction que ce soit. Il n'y a pas d'autre issue à cette épreuve qu'une solution politique qui arrête le sang et satisfasse les revendications et les aspirations du peuple syrien à la liberté, à la dignité et à la préservation de l'unité de la Syrie, de son territoire et de son peuple, et assure la poursuite de son soutien à la résistance palestinienne. En ce qui concerne la poursuite du siège de Gaza, de la fermeture du terminal de Rafah et de la souffrance du peuple palestinien à Gaza, cela dépend de l'Égypte sœur et malheureusement la situation n'est pas meilleure qu'avant la révolution, elle est même pire ou plus difficile à certains égards. Oui, on peut s'entendre pour une trêve en Palestine, mais si cette trêve est gratuite et illimitée, cela devient un état de fait, qui est dangereux pour la résistance et pour la cause, et nous sommes tous appelés, de manière responsable, à réviser cette politique »*

**Cheikh Naïm Kassem**, secrétaire général adjoint du Hezbollah

*« La Résistance a empêché la guerre au Liban et ses armes resteront brandies pour défendre le Liban face à Israël, en dépit des voix qui hurlent. Ce que la Résistance a réalisé ne peut pas être éliminé par quelques voix qui servent le projet israélien. Nous continuerons à nous équiper et à nous préparer quelles que soient les difficultés. Cette Résistance est une composante islamique et nationale, et non un phénomène éphémère. Ceux qui attaquent les armes ne veulent pas de la Résistance. Ils veulent qu'Israël demeure et, avec lui, l'influence américaine dans la région »*

**Boutros Harb**, député libanais (14-Mars)

*« Il est désolant de voir que le général Aoun ne sait que se plaindre, insulter et accuser tous ceux qui n'obéissent pas à ses ordres, sans jamais donner le moindre crédit aux réalisations de ses adversaires. Au contraire : il ferme totalement les yeux à chaque échec flagrant que le pays subit depuis que ses alliés et lui sont aux affaires, depuis que nous avons de plus en plus besoin de masques pour supporter les odeurs de corruption et de ces magouilles pestilentielles menées par ses ministres, notamment les plus proches de lui... »*

## Événements

- Le quotidien libanais *Ad-Diyar* rapporte dans son édition du 5 octobre que des groupes de commandos des armées françaises à destination de Syrie transitent par le Liban. Leur mission en Syrie consiste à collecter des informations sur les armes chimiques auprès d'officiers syriens haut placés. Cependant, l'un des commandos français a été arrêté. Paris négocie avec Damas son rapatriement.

- Selon le quotidien *Ad-Diyar* Des commandos français munis d'équipements électroniques sophistiqués se sont déployés secrètement en tant qu'experts, en accord avec les autorités saoudiennes, le long de la frontière irako-saoudienne, en amont de la construction d'un mur de séparation qui empêchera les infiltrations de l'Irak vers l'Arabie saoudite.

- Au moins neuf personnes ont été tuées mercredi, dont trois combattants du Hezbollah, dans l'explosion d'un dépôt d'armes dans l'est du Liban. "*Une explosion a eu lieu dans un dépôt d'armes qui contenait des obus, des munitions et des restes des bombardements israéliens dans la région*", a annoncé le Hezbollah dans un communiqué, ajoutant que l'accident avait "*provoqué le martyre de trois frères*". Un responsable de la sécurité avait fait état d'au moins neuf morts et sept blessés dans une série d'explosions près du village de Nabi Chit, dans la Békaa. "*Nous œuvrons pour faire face à l'accident, en coordination avec les agences compétentes*", a précisé le Hezbollah. Selon des habitants, une puissante explosion s'est produite dans un immeuble en cours de construction, dans une zone non résidentielle entre les villages de Nabi Chit et Khodr.

- L'ancien Premier ministre Sélim Hoss a appelé à la réouverture de l'enquête sur le crash de l'Ethiopian Airlines, à la suite de révélations de WikiLeaks selon lesquelles le Mossad serait responsable de la chute de l'avion.

## Revue de presse

**As Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité, 5 octobre 2012)

Imad Marmal

Les craintes de certains Libanais de voir la politique de dissociation incapable d'assurer un minimum de stabilité au Liban s'amplifient. Surtout après les événements dramatiques à la frontière syro-turque.

Il semble que le Liban ne soit pas la seule partie soucieuse d'éloigner de lui ce qui se passe sur la scène syrienne. Les priorités des centres de décisions internationaux se concentrent sur la nécessité de mettre le pays du cèdre à l'abri des répercussions de la confrontation en cours en Syrie. C'est ce qu'ont entendu des responsables libanais de la part de diplomates éminents et à plusieurs reprises ces derniers temps.

Sans doute que l'Occident souhaite que les projecteurs restent braqués sur la Syrie dans le cadre de l'intensification des pressions sur son régime pour l'empêcher de reprendre son souffle. Même lorsque le film *L'innocence des musulmans* a provoqué une vague de colère, des dirigeants occidentaux sont entrés en contact avec certains régimes arabes pour leur demander de ne pas exagérer l'affaire.

Lors de sa rencontre avec des ambassadeurs européens dernièrement à Beyrouth, un haut responsable libanais a remarqué que leurs questions s'articulaient sur les moyens de renforcer et d'immuniser la scène libanaise face aux événements en Syrie. Les ambassadeurs ont exprimé leur soutien à la politique de dissociation.

Sur l'autre rive, la Russie aussi accorde un grand intérêt aux moyens d'empêcher l'incendie syrien de se propager au Liban. Selon des informations sûres, le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, a informé une personnalité libanaise qu'il a accueillie récemment, que Moscou avait évoqué cette question avec le chef de la diplomatie syrienne. M. Lavrov aurait dit à son interlocuteur : « *Tout à l'heure, Walid Moallem était assis à votre place. Je lui ai transmis une position claire sur la nécessité d'œuvrer pour empêcher que la crise syrienne ne déborde au Liban* ».

Au-delà du souci libanais, les visiteurs qui reviennent de Moscou remarquent à quel point le soutien russe à la Syrie est solide. Les

Russes développent les arguments suivants :

- ▶ Si nous lâchons le régime syrien, personne ne s'alliera plus jamais à la Russie.
- ▶ La Syrie est le seul pays où nous possédons des bases militaires. Nous ne braderons pas cette relation stratégique.
- ▶ Personne ne possède une vision claire sur l'après-Assad. Et malgré cela, ils veulent que nous embarquer avec eux dans un voyage vers l'inconnu.
- ▶ Si les Frères musulmans arrivent au pouvoir en Syrie, cela aura des répercussions négatives sur les intérêts vitaux de la Russie dans la région.
- ▶ Personne dans ce monde, quels que soient son poids, sa taille ou sa force, n'a le droit de changer tel ou tel régime parce qu'il ne lui plait pas. Il ne s'agit pas de Bachar al-Assad mais d'un principe. Celui qui parviendra à changer le régime syrien aujourd'hui pourra le faire en Russie demain.

Il est clair que la Russie est parvenue à réduire la marge de manœuvre devant ses adversaires. Un responsable libanais qui a récemment rencontré des dirigeants occidentaux affirme qu'aucun d'eux n'a des réponses à des questions simples : quand le régime syrien va-t-il s'effondrer ? Comment ? Et qu'advient-il après ?

**As Safir** (4 octobre 2012)

Imad Marmal

Le président du Parlement, Nabih Berry, a affirmé que ni le Mouvement Amal ni le Hezbollah ont annoncé leur acceptation du projet de loi électorale proposé par la Rencontre orthodoxe. Il a cependant ajouté que les deux partis sont prêts à appuyer tout projet qui serait accepté par les chrétiens, « *exactement comme ce fut le cas pour la loi de 1960, à laquelle il est resté opposé jusqu'au bout, à Doha, avant qu'il n'apprenne que les chrétiens, avec à leur tête le général Michel Aoun, l'avaient accepté* ».

M. Berry avance les arguments suivants pour expliquer son attitude : « *Je suis avec les chrétiens jusqu'à l'extrémisme, plus qu'ils ne le sont eux-mêmes dans cette période. Je m'aligne dès maintenant sur la position qu'ils adopteront électoralement, car je regarde ce qui se passe autour de nous dans la région. Je sens la gravité des événements et, par conséquent, je comprends leurs*

*appréhensions et leurs inquiétudes, alors qu'ils suivent ce qui se passe en Irak, en Palestine, en Syrie, en Égypte et dans d'autres États.* » Et M. Berry de poursuivre : « *Partant de ma connaissance de la sensibilité des chrétiens en cette étape, j'estime que toute loi électorale doit rassurer nos partenaires au sein de la patrie. Ceux qui ignorent ce qui se passe autour de nous et refusent de le prendre en considération dans leur approche concernant la loi électorale se mettent la tête dans le sable* ».

M. Berry s'est dit étonné que « *certain brandissent le slogan de la protection des droits des chrétiens, alors que leurs actes sont en totale contradiction avec leurs propos* ». Dans ce contexte, il indique que les études des spécialistes montrent que le projet de loi basé sur les petites circonscriptions permet aux chrétiens d'élire 40 de leurs députés mais accorde au 14-Mars entre 76 et 78 députés. « *Le critère est-il la représentation authentique des chrétiens ou la victoire d'un camp politique bien déterminé* » ? s'est-il interrogé.

Le président du Parlement a souligné que « *le projet des 13 circonscriptions avec la proportionnelle, proposé par le gouvernement, permet aux chrétiens d'élire 58 de leurs (64, ndlr) députés* ». « *Pourquoi le 14-Mars s'oppose-t-il à ce projet s'il est vraiment soucieux de protéger les intérêts des chrétiens* », s'est encore demandé M. Berry.

Selon lui, certaines parties politiques ne divulguent pas leurs vraies intentions au sujet de la loi électorale, « *elles ne disent pas ce qu'elles pensent* ». « *Nous devons élaborer une loi électorale à la taille de la patrie et non pas confectionnée sur mesure pour servir les intérêts de ceux qui ont un surpoids* », a conclut M. Berry.

### **As Safir (3 octobre 2012)**

Kassem Kassir

Des sources diplomatiques occidentales rapportent que le conflit en Syrie durera aussi longtemps que le Conseil de sécurité des Nations unies n'approuvera pas une intervention militaire en raison du double veto opposé par la Russie et la Chine. Toutefois, les mêmes sources constatent un changement dans la position russe vis-à-vis de la crise syrienne et une reconnaissance par Moscou de la nécessité de changer le régime. Selon elles, cette évolution s'est



manifestée par la participation de la Russie et de l'Iran aux conférences de l'opposition de l'intérieur, organisées récemment à Damas.

Les sources précitées soulignent néanmoins que l'Iran a un ordre du jour particulier, d'autant plus qu'il veille à protéger le régime syrien et à maintenir Bachar al-Assad au pouvoir.

Les grandes puissances n'envisagent pas d'entreprendre une action militaire contre la Syrie car elles craignent un saut dans l'inconnu, dans la période post-Assad. Seul en cas d'utilisation par le régime syrien d'armes chimiques, elles auraient recours à une telle option. Les sources ont exprimé leur satisfaction à l'égard de la stabilité relative qui prévaut au Liban, en dépit des circonstances politiques et sécuritaires critiques liées aux retombées de la crise syrienne. Elles se sont félicités de l'attitude du gouvernement de Najib Mikati ainsi que la politique de dissociation qui a réussi à tenir le Liban à l'abri des développements dangereux dans la région.

Commentant la question iranienne, les sources précitées estiment que le discours du Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, aux Nations unies montre qu'il n'y aura pas de guerre contre l'Iran avant le printemps prochain, ajoutant que l'Occident poursuit les négociations avec Téhéran, tout en sachant que l'espoir de les voir aboutir est modeste.

**An Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sarkis Naoum (5 octobre 2012)

Après la fin de l'occupation israélienne en 2000, le commandement du Hezbollah a demandé à l'État libanais de remplir ses fonctions sécuritaires dans ses fiefs au Liban, en particulier dans la banlieue sud. Des proches du parti rapportent que le commandement du Hezbollah a réitéré sa demande à la suite de la guerre de juillet 2006. Le souci du Hezbollah, précisent-ils, était de tranquilliser son public, en particulier après la prolifération dans l'orbite du parti et de la Résistance d'éléments indisciplinés qui harcelaient la population. Toutefois, les deux appels du Hezbollah sont restés sans réponse de la part de l'État. Des sources proches du parti ont affirmé que le commandement du Hezbollah ne savait pas si la réticence de l'armée à intervenir visait à favoriser l'accumulation des problèmes dans la banlieue sud, dans l'objectif d'entraîner sa

population à une confrontation avec la Résistance.

Plus tard, poursuivent les sources précitées, le phénomène des « *éléments claniques indisciplinés* » prit des proportions plus importantes dans la banlieue sud. Plusieurs rixes ont eu lieu entre ces éléments et le Hezbollah. Mais ce dernier a tenu à ne pas avoir recours à sa force militaire et sécuritaire, dans la mesure où une telle mesure serait, le cas échéant, nuisible au parti et à la banlieue sud.

Dans cette mêlée, l'ASL a kidnappé 11 pèlerins chiites libanais sur les territoires syriens. Le parti chiite a pris le problème à bras-le-corps, en déployant des efforts auprès des acteurs locaux, régionaux et arabes en vue d'obtenir leur libération. Cependant, le clan al-Moqdad a décidé d'enlever des ressortissants syriens qui travaillent au Liban ainsi que deux autres ressortissants turcs. Les opérations d'enlèvements ont soulevé des points d'interrogation chez le Hezbollah, qui se demandait si le clan al-Moqdad était instrumentalisé par des parties tierces à l'extérieure du pays dans l'objectif de frapper le parti. Mais, quand ce dernier eut vent d'informations selon lesquelles le clan en question envisageait l'enlèvement de 23 ou 24 ressortissants turcs qui se trouvaient à bord d'un bus, il décida de sortir de son silence. Il a averti le porte-parole ainsi que la branche armée de la famille al-Moqdad, leur faisant savoir que le parti n'assumera pas les résultats de l'opération d'enlèvement. C'est alors que le clan se plia à l'appel du Hezbollah, partant de sa conviction que son avertissement est sérieux.

**An Nahar** (5 octobre 2012)

Rosanna Bou Mouncef

Les milieux des deux camps politiques libanais s'accordent à dire que la situation tragique en Syrie impose un attentisme forcé au niveau de la nouvelle loi électorale. Beaucoup craignent que les positions exprimées ces dix derniers jours, au sujet des projets de loi en gestation, n'aient montré qu'aucun de ces textes n'est viable. Chacun a en effet ses lacunes qui ne lui permettent pas de passer au Parlement. Le projet du gouvernement, basé sur la proportionnelle, convient le plus aux dirigeants chiites, car leur communauté est unifiée derrière ses chefs, alors que les autres

confessions sont divisées. Le projet de la rencontre orthodoxe serait, selon les milieux du 14-Mars, d'« *inspiration syrienne* », car il fragmente le pays sur une base confessionnelle, dans la mesure où propose que chaque communauté élise ses propres députés, sapant le concept de l'intégration nationale. Le projet de loi avancé par les chrétiens du 14-Mars, basé sur les petites circonscriptions avec un mode de scrutin majoritaire reprend, selon certains, la carte électorale adoptée par l'ancien président Camille Chamoun, en 1957. Il y a enfin la loi de 1950, agréée lors de la conférence de Doha. Du moment que les protagonistes politiques rejettent ce texte et qu'aucune nouvelle loi n'a été adoptée, il est probable que les élections n'aient pas lieu à la date prévue. Les chances d'un report des législatives sont égales à leur maintien. Car aucun des protagonistes n'ose assumer la responsabilité de leur report.

**Al Joumhouria** (Quotidien proche du 14-Mars, 5 octobre 2012)

Georges Sassine, correspondant à Paris

Trois nouveaux éléments sont survenus la semaine dernière au niveau de la politique française. Ils reflètent un changement dans l'approche de Paris vis-à-vis de la question relative aux groupes islamistes radicaux et jihadistes. Dans ce contexte, le Conseil des ministres, réuni hier au Palais de l'Élysée, a approuvé un nouveau projet de loi visant à lutter le terrorisme. Il stipule ce qui suit : « *Il est indispensable de détecter les parcours, individuels ou collectifs, de radicalisation et de basculement vers la violence terroriste : filières d'acheminement vers les camps d'endoctrinement pouvant exister dans certains pays, séjours d'entraînement sur zone, propagation du radicalisme et du jihadisme sur internet, personnes qui, après une formation ou une participation de nature terroriste à différents théâtres de conflits armés de par le monde, reviennent en France* ».

Ce projet émane du gouvernement français au lendemain des informations relayées par les médias faisant état de la présence de moudjahidines français au Mali, en Syrie et dans d'autres pays où ils participent à des opérations militaires sur le terrain. Ces informations ont suscité les craintes des autorités françaises de voir des cellules extrémistes se former sur les territoires français une fois que ces éléments reviennent en France.

Ensuite, la stratégie exprimée par le président François Hollande aux Nations unies en ce qui concerne le Mali et l'hégémonie de l'organisation Al-Qaïda dans les pays du Maghreb islamique (AQMI), révèle que la France sera en tête de pont des opérations militaires visant à éradiquer les groupes extrémistes de cette région. Cependant, vu le fait que des otages français sont détenus par Al-Qaïda, cette mission s'avèrerait quelque peu compliquée.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a jeté la lumière sur un nouvel aspect de l'évaluation par les autorités françaises de la situation en Syrie. Le chef de la diplomatie française a mis en garde contre les dangers de l'invasion des territoires syriens par des extrémistes. Il a affirmé que des extrémistes ont déjà envahi la Syrie. Cette déclaration est très importante, constate-t-il, dans la mesure où Fabius a signalé à plusieurs reprises que les autorités françaises tentent de faire un équilibre entre leur soutien aux opposants syriens et le refus de leur fournir des armes létales qui seraient utilisées contre les Français.

**Al Balad** (Quotidien libanais indépendant, 5 octobre 2012)

Ali Al-Amine

Les obsèques populaires organisées par le Hezbollah à l'un de ses cadres militaires tués en territoire syrien par l'ASL, seraient-elles un signe que le parti chiite se prépare à s'engager de plain-pied dans la crise syrienne et de se départir de la politique de distanciation adoptée par le gouvernement ? Le Hezbollah commence-t-il à s'enliser dans les sables mouvants de la Syrie ?

Le Hezbollah contrôle quasi totalement les frontières nord-est de Baalbeck-Hermel. La présence des forces armées libanaises est insignifiante dans ces régions. Compte tenu de la tension qui règne le long des frontières syro-libanaise, le Hezbollah, perçoit ces régions comme une réelle source de danger. Il a, par conséquent, mobilisé des jeunes dans les zones défavorisées afin de les entraîner dans une nouvelle mission, placée sous le signe de « *la confrontation du danger provenant de l'est* ». Selon certaines informations, des dizaines de villages situés sur les frontières à Baalbeck-Hermel ou à l'intérieur des territoires syriens et habités par des libanais, sont sous le contrôle du Hezbollah.

Des sources informées affirment que les hostilités des deux côtés des frontières s'intensifient. Elles sont dangereuses d'autant qu'elles sont nourries par des sentiments sectaires et que le sang commence à couler et les accusations fusent de part et d'autre.

### **L'Orient–Le Jour** (Quotidien francophone proche du 14–Mars)

Scarlett Haddad (4 octobre 2012)

Depuis la rencontre, en marge du sommet de La Mecque, entre le roi Abdallah d'Arabie et le président de la République islamique d'Iran Mahmoud Ahmadinejad, quelque chose s'est débloqué sur la scène libanaise. Les deux hommes avaient sans doute beaucoup de dossiers à examiner, notamment concernant la situation régionale. S'il est clair que le royaume wahhabite et les dirigeants iraniens ne sont pas d'accord sur l'attitude vis-à-vis du dossier syrien, ils ont visiblement trouvé quelques terrains d'entente, notamment sur le plan de la nécessité de faire baisser la tension entre les sunnites et les chiites qui menace la région d'une explosion généralisée – voire d'une guerre de longue haleine – et sur l'importance de maintenir le Liban à l'abri de la crise syrienne.

Des sources diplomatiques arabes révèlent que ni l'Iran ni l'Arabie saoudite ne souhaitent à l'heure actuelle que le Liban soit déstabilisé, d'autant que dans les circonstances complexes d'aujourd'hui, un affrontement entre sunnites et chiites au Liban pourrait avoir des répercussions sur l'ensemble de la région et même en Arabie saoudite où la région est du pays connaît déjà des troubles à la fois politiques et confessionnels. C'est d'ailleurs la crainte de l'élargissement de ces troubles qui a poussé le roi Abdallah à lancer sa fameuse initiative pour la création d'un centre pour le dialogue entre les religions basé à Riyad, accueillie d'ailleurs positivement en Iran et dans d'autres capitales régionales.

Les sources diplomatiques arabes affirment aussi que l'initiative du roi a été le déclencheur d'une nouvelle approche saoudienne envers les chiites du Liban, mais elle n'est pas le seul élément. Le nouveau prince héritier, l'émir Selman, moins intransigent que son frère le défunt prince Nayef, y est aussi pour beaucoup. Selon les sources diplomatiques arabes, l'émir Selman serait ainsi convaincu de la nécessité de régler au plus tôt et le plus pacifiquement possible la

question des chiites installés dans les régions est du royaume et il penserait ainsi qu'il est important dans ce même ordre d'idées de renouer le dialogue rompu avec les chiites du Liban, notamment avec les deux grandes formations Amal et le Hezbollah. Les mêmes sources précisent que désormais, en Arabie, l'émir Selman serait de plus en plus chargé de la situation interne et du dossier chiite, alors que l'émir Bandar se consacrerait, lui, au dossier syrien. Les deux missions se complètent d'autant qu'elles se rejoignent sur un point précis, le Liban, qu'il faut protéger des conséquences de la crise syrienne et dont il faut préserver la stabilité.

L'émir Selman craindrait en effet des complications en Syrie et plus précisément des développements dramatiques qui pousseraient le Hezbollah dans ses derniers retranchements et l'entraîneraient dans une opération de mainmise sur l'ensemble du pays. Ce qui mettrait en difficulté la communauté sunnite.

Connu pour son pragmatisme, l'émir Selman songerait donc à renouer les liens, qui se sont distendus depuis la chute du gouvernement de Saad Hariri et la formation du gouvernement Mikati, avec les leaders chiites libanais. L'ancien ambassadeur au Liban et actuel ministre de l'Information, Abdel Aziz Khoja, ainsi que l'ambassadeur actuel, Ali Osseiry, ont été mis à contribution pour réactiver leurs relations libanaises au sein de la communauté chiite. Le premier à avoir senti la nouvelle direction du vent a été le président de la Chambre Nabih Berry. Dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de la disparition de l'imam Moussa Sadr, Berry a ainsi lancé cette fameuse formule : « *Nous sommes chiites de confession, sunnites de cœur...* » qui a laissé un impact positif chez les Saoudiens et chez certaines parties au sein du courant du Futur. L'ambassadeur Osseiry a aussitôt contacté le président de la Chambre pour le féliciter ainsi d'ailleurs que l'ancien Premier ministre Fouad Siniora, lui-même proche de l'émir Selman. Quelques semaines plus tard, le ministre Ali Hassan Khalil (qui est aussi le conseiller politique du président de la Chambre Nabih Berry) s'est rendu en Arabie saoudite où il a rencontré entre autres le ministre Khoja. En même temps, le chef du groupe parlementaire du Futur, Fouad Siniora, a profité de la dernière réunion de la conférence de dialogue pour faire des ouvertures en direction de Berry, lequel a aussitôt saisi la perche en invitant ce dernier à

déjeuner. Depuis, les deux hommes et leurs proches évitent soigneusement de se lancer des critiques et se ménagent réciproquement, alors que Berry a le feu vert du Hezbollah pour toute initiative visant au rapprochement avec le camp sunnite.

Par contre, le fait étonnant c'est l'absence de réactions positives de la part de Bahia Hariri aux propos modérés de Nabih Berry, alors qu'elle était en général la première à l'appeler, soucieuse de préserver avec lui des liens acceptables en tant que députée du Sud. Certaines sources pensent que la raison de cette absence de réactions serait due au fait que les Hariri sont plus proches de l'émir Bandar que de l'émir Selman, d'autres considèrent que le silence de Mme Hariri est essentiellement causé par le fait que c'est Fouad Siniora qui est en charge de ce dossier.

Même s'il y a des susceptibilités de part et d'autre, le rapprochement entre, d'une part, Berry et Siniora et, d'autre part, entre le camp chiite libanais et l'Arabie saoudite devrait entraîner une certaine détente sur le terrain et il est en tout cas la concrétisation de la décision de maintenir le Liban à l'abri des tempêtes dans la région. Mais il n'a pas atteint le stade de l'entente sur un projet commun de loi électorale...

**Yediot Aharonot** (Quotidien israélien, 4 octobre 2012)

Un haut responsable sécuritaire israélien a laissé entendre qu'Israël pourrait être impliqué dans l'explosion d'un dépôt de munition du Hezbollah, dans une région située entre Nabichit et Khreibé, dans la plaine libanaise de la Békaa. « *Cette explosion est comme un poignard planté dans le cœur du Hezbollah* », a déclaré ce responsable qui a requis l'anonymat.

Le dernier incident similaire a eu lieu il y a un an, en novembre dernier, lorsqu'un dépôt d'armement appartenant au Hezbollah a explosé dans le village de Siddiqine, au Liban-Sud. Ce genre d'explosion fait un triple tort au Hezbollah : certaines explosions se produisent dans des régions où il est interdit pour le Hezbollah de stocker des armes, conformément à la résolution 1701 des Nations unies ; ces explosions prouvent que le Hezbollah stocke de grandes quantités d'armes, ce qui constitue un danger pour les habitants ; ces explosions montrent qu'une certaine partie a réussi à prendre le dessus sur les mesures préventives prises par le

## Hezbollah pour protéger son arsenal.

*Pierre Khalaf*

Source  
New Orient News (Liban)

---

Source : « Erdogan échoue à entraîner l'Otan dans une guerre contre la Syrie », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 8 octobre 2012, [www.voltairenet.org/article176168.html](http://www.voltairenet.org/article176168.html)